

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | Plus d'une centaine d'agriculteurs s'était donné rendez-vous devant la préfecture de Digne-les-Bains vendredi 25 novembre pour exprimer leur colère.

Le gros ras-le-bol des agriculteurs bas-alpins face à une pression administrative toujours plus forte

C'est à grand renfort de sonnailles, cornes de brumes, pétards et canon effaroucheur que les agriculteurs bas-alpins avaient décidé vendredi 25 novembre d'exprimer leur profonde colère devant la préfecture. Une colère bien trop souvent réfrénée pour beaucoup. Un sentiment qui résulte des pressions toujours plus fortes sur la profession notamment de la part de l'administration et de ses agents de terrain. En plus de l'inflation et des aléas climatiques les agriculteurs ont à batailler avec des réglementations toujours plus strictes et peu compatibles avec l'exercice de leur métier.

Pour exprimer ce ras-le-bol ils ont décidé de se réunir toutes filières confondues à l'appel de la FDSEA, Jeunes agriculteurs et la Fédération départementale ovine (FDO) pour faire entendre leur voix et leur détresse. Avant, comme les responsables syndicaux l'ont martelé à plusieurs reprises durant la matinée, qu'un drame ou un geste malheureux surviennent, à l'instar du suicide d'un agriculteur dans l'Oise après un contrôle de l'Office français de la biodiversité (OFB) ou le meurtre d'un contrôleur des impôts dans l'exercice de ses fonctions.

Avant qu'une délégation soit reçue en préfecture les différents responsables sont montés à la tribune pour faire valoir leurs revendications avec en tête Laurent Depieds, président de la FDSEA. « *La ruralité est en danger !, scandait-il. L'État doit nous aider et nous accompagner. Nous avons joué le jeu au moment du Covid, nous avons nourri la population. Si l'administration est trop coercitive nous ne pourrions plus faire notre métier.* »

Une profession pressurisée de toute part

Les principales revendications de la foule portaient sur les conventions de pâturage avec l'Office nationale des forêts dont ils demandaient à ce qu'elles puissent être rediscutées et négociées. Deuxième sujet de tension, le comportement des agents de l'ONF, de l'OFB ou de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et de la « toute puissance » dont ils font preuve face à des agriculteurs mis en accusation et désarmés. Troisième problématique : les cabanes pastorales, là, la profession réclamait un moratoire sur les contrôles et la réalisation d'un audit notamment sur les cabanes appartenant à l'État, celui-ci devant « *montrer l'exemple, s'il demande de laver plus blanc que blanc aux autres.* »



Une centaine d'agriculteurs a répondu présent à l'appel des syndicats pour manifester devant la préfecture.



Les tracteurs ont stationné toute la matinée devant la préfecture.

À l'issue de sa prise de parole, et avant de la céder à ses collègues, le président de la FDSEA a demandé aux manifestants de faire « *une minute de bordel* » pour appuyer ses propos. Une directive immédiatement suivie de bon cœur par les manifestants.

Margot Mégis, présidente de Jeunes agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence a pris ensuite le micro pour exprimer sa joie de voir que leur appel avait fait mouche et que plus d'une centaine de personnes avait fait le déplacement.

Un avenir incertain

« *Cela fait des mois que ça couve, déclarait-elle. Nous n'avons pas envie de faire les gros titres des journaux pour des faits divers, il faut éviter des drames. Nous travaillons au renouvellement des générations mais nous ne sommes pas sur le bon chemin car nous n'allons pas envoyer des gens au casse-pipe. Nous disons stop à l'acharnement de certains services de l'État sachant que nous avons déjà suffisamment d'autres problèmes à gérer.* »

Julien Giraud de la FDO s'est dit dépité face au manque de compréhension de l'État : « *nous avons fait*

de propositions à l'ONF, il nous semblait que nous avions été écoutés mais en fait non. À la base nous avons dit oui à un audit des cabanes et on s'est retrouvé avec un audit sur les bergers salariés. ». Sur la question des cabanes il poursuivait : « *des enveloppes ont été trouvées pour les rénover, ils (l'État, Ndlr) n'ont qu'à rénover les leurs et après venir voir celles-des petites communes.* ».

Les responsables professionnels fustigeaient un « *État donneur de leçons mais pas donneur d'exemples.* ». Le président de la chambre d'agriculture Frédéric Esmiol a tenu à féliciter en préambule les responsables syndicaux qui organisaient leur première manifestation d'ampleur avec réussite. Il a loué l'agriculture qui s'est adaptée et s'adapte toujours mais il exprimait aussi son inquiétude pour l'avenir. « *Je sais d'où je viens mais je ne sais pas où je vais. Nous avons besoin d'être rassurés, d'avoir un ministre et des services de l'État à nos côtés et non contre nous.* » Les discours ont été conclus par André Pesce, président de la fédération de chasse dont les adhérents avaient fait le déplacement pour s'allier aux agriculteurs au nom de la

défense de la ruralité. Une manière aussi de montrer que les chasseurs étaient avec les agriculteurs et prêts à les aider notamment sur la question du loup.

La délégation composée de Laurent Depieds ; Frédéric Esmiol ; Margot Mégis ; Jacques Courron, président de la Fédération régionale ovine ; Patrick Levêque, président de la FRSEA et André Pesce a ensuite été reçue pendant plus d'une heure en préfecture.

À leur sortie les mines étaient mitigées. Prenant la parole Laurent Depieds a qualifié les discussions de « *viriles mais âpres* » notamment avec les représentants de l'OFB et de l'ONF. « *Nous avons clairement dit à l'OFB que nous les avons à l'œil et qu'on ne se laisserait pas faire* », expliquait-il.

Des avancées mais...

Ils ont cependant obtenu gain de cause sur plusieurs sujets. Notamment, les conventions de pâturage qui pourront être rediscutées le 1^{er} décembre lors d'une réunion. Sur les contrôles, le préfet s'est engagé à mener des investigations dès que des abus lui seront signalés



Bottes déposées devant la porte, explosifs, les agriculteurs voulaient se faire entendre.



Laurent Depieds, président de la FDSEA, Julien Giraud de la FDO, Margot Mégis de JA 04 accompagnés du président de la fédération de chasse et du président de la chambre d'agriculture (de g. à d.).

et à sanctionner les agents coupables d'abus de pouvoir. Il est donc important que les agriculteurs fassent remonter toutes les irrégularités qu'ils pourraient être victimes ou dont ils pourraient être victimes.

Ils ont également obtenu un moratoire sur les cabanes pastorales. « *Le temps de se poser, d'assouplir la situation et de faire un diagnostic, révélait Laurent Depieds. Il va aussi falloir trouver les enveloppes nécessaires.* » Pour conclure, il se félicitait de cette manifestation, « *quand on se motive et qu'on montre notre colère, on a des résultats. Si les agriculteurs ont le moindre problème il faut qu'ils le fassent remonter.* »

Patrick Levêque de la FRSEA rappelait que ce mouvement était régional et que la grogne était générale : « *les contrôleurs deviennent des militants c'est insupportable !* » concluait-il.

Tous se sont quittés satisfaits mais prudents attendant de voir si les promesses allaient être suivies des faits mais également vigilants attendant des agents de l'État un véritable changement d'attitude à leur égard. ■